

(iv) co-operative education and training in the true sense may replace classroom instruction—i.e., contract with industries for teaching services.

7. As technological changes impact industry, equipment and facilities will become increasingly difficult to maintain or upgrade for both secondary schools, as well as community colleges.

8. Present Federal and Provincial training programs and funding do not benefit secondary school students to any great extent, yet this is the single largest group entering the labour market.

9. Lack of comprehensive data-gathering system from which accurate projections of labour needs can be drawn. (See # 1 above).

10. The impact of sex and minority group stereotyping on entrance of females and minority groups into non-traditional or "ever traditional"—i.e., discriminatory hiring practices—career areas.

11. There is a need for a defined national/provincial career awareness program which operates as a continuum through primary and secondary schools which would operate as a gradual career focus from career fields to specific jobs. Such a program would be integrated into curriculum, texts and teacher-training institutions.

12. An over-emphasis on social objectives versus implementation at the Federal level has siphoned off funds from job-creating programs that would create jobs to solve many of the social problems. However, sometimes, we train "terminally", thus creating obsolescence and a different kind of social disorder. Insufficient attention is given to generic and transferable skills so that retraining frequently requires that one go to the bottom of new ladders.

13. Continuously-changing programs and rules make it difficult for the small businessmen to gain access to government training and incentive programs. Sometimes, the cost of the paperwork exceeds the value of the program.

14. Employer-based training for critical skills should be encouraged with tax incentives.

15. No co-ordinated widely-available information readily accessible to potential workers re: job requirements, educational background, competency/certification, etc.

16. Attitudinal problem toward trades—we have not encouraged our best students to enter the trades. Thus, Canadian tradesmen have not, in many instances, compared favourably with their European counterparts.

17. Most economists are predicting that "hospitality" will be the growth industry of the 1980's—we are not training enough chefs, hotel management and hospitality industry technologists and managers.

(iv) un enseignement et une formation à caractère coopératif, au sens plein du terme, peuvent remplacer l'enseignement théorique, par exemple, les industries pourront assurer, par contrat, des services d'enseignement.

7. Vu l'impact de l'évolution technologique sur l'industrie, difficulté de plus en plus grande d'entretenir ou de moderniser l'équipement et les installations des écoles secondaires et des collèges communautaires.

8. Peu de profit que tirent des programmes actuels de formation du gouvernement fédéral et des provinces, ainsi que de leurs subventions, une bonne partie des élèves des écoles secondaires, alors qu'ils sont les plus nombreux à entrer sur le marché du travail.

9. Absence de système général de collecte des données à partir desquelles on pourrait établir des projections exactes quant aux besoins en main-d'œuvre. (Voir # 1 ci-dessus.)

10. Répercussions des stéréotypes sur le sexe et les groupes minoritaires, sur l'accès des femmes et des membres de ces groupes à des carrières non traditionnelles ou fixées selon la tradition; exemple, pratiques discriminatoires à l'embauchage.

11. Nécessité de définir un programme national et provincial de projet de carrières se continuant de l'école primaire à l'école secondaire, qui pourrait orienter vers des métiers et professions en particulier. Ce programme serait intégré aux programmes scolaires, aux manuels et à l'enseignement des écoles normales.

12. L'assistance beaucoup trop grande, au niveau fédéral, sur des objectifs sociaux plutôt que sur des réalisations concrètes, de sorte que beaucoup de subventions vont aux programmes de création d'emploi prévus pour résoudre un grand nombre de problèmes sociaux. Cependant, il arrive parfois que nous assurions une formation terminale, créant ainsi des spécialités désuètes, ce qui engendre de nouveaux types de troubles sociaux. On n'insiste pas suffisamment sur les compétences génériques et transférables, si bien que la ré-orientation exige souvent que l'on reparte à zéro.

13. Modification continue des programmes et des règlements qui empêche les petites entreprises d'avoir accès aux programmes de formation et d'encouragement du gouvernement. Parfois, les formalités administratives sont si importantes que le programme en perd toute sa valeur.

14. Nécessité d'encourager grâce à des incitations fiscales une formation assurée par l'employeur pour des spécialités rares.

15. Manque d'informations coordonnées largement disponibles et d'accès facile pour les candidats à un emploi, par exemple, conditions d'emploi et diplômes requis, aptitudes, certificats, etc.

16. Préjugés envers les métiers. Nous n'avons pas encouragé nos meilleurs étudiants à s'orienter dans cette voie. Ainsi, dans bien des cas, nos hommes de métier ne se comparent pas favorablement à leurs homologues européens.

17. Essor de l'hôtellerie prévu par la plupart des économistes dans les années 80, alors que nous ne formons pas suffisamment de chefs cuisiniers, de directeurs d'hôtel, de spécialistes et de gestionnaires de ce secteur.